



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement Grand Est**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral n°2025-106 portant levée de la mise en demeure
faite à la société Ardoisières de Rimogne pour les installations exploitées sur le territoire de
la commune d'Harcy (08150)**

**Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 26 février 2014 concernant les installations exploitées par la société Ardoisières de Rimogne à Harcy (08150) et concernant notamment la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-619 du 18 novembre 2022 portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société Ardoisières de Rimogne à Harcy (08150) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement référencé E1 – JoB/DeF - n°24/297, du 2 août 2024 établi à l'issue de la visite d'inspection du 10 juillet 2024 ;

Vu la copie du rapport de l'inspection de l'environnement référence E1 – JoB/DeF - n°24/297 envoyée le 5 août 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu les observations présentées par l'exploitant par courrier du 30 septembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement référencé E1 – JoB/JoL - n°25/008, du 9 janvier 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. La mise en demeure faite à la société Ardoisières de Rimogne, dont le siège social est situé au lieu-dit La Fosse aux Bois à Harcy (08150), immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIRET 786 020 552 00026, par arrêté préfectoral n°2022-619 du 18 novembre 2022, pour les installations qu'elle exploite au sein des parcelles dûment autorisées par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 26 février 2014 précité, sur le territoire de la commune d'Harcy (08150) est levée ;
2. Il y a lieu d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-619 du 18 novembre 2022 susvisé ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1er : objet

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-619 du 18 novembre 2022 à l'encontre de la société Ardoisières de Rimogne située sur la commune d'Harcy (08150) est abrogé.

Article 2 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

Article 3 : délais et voies de recours

En application de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08055 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à M. le ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 : publicité

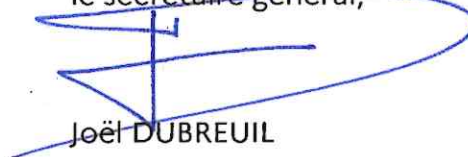
En application de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

Article 5 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société Ardoisières de Rimogne et de Saint Louis sur Meuse et dont copie sera adressée au maire de la commune d'Harcy.

Charleville-Mézières, le 27 FEV. 2025

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Joël DUBREUIL